

# La voix de l'opposition de gauche

## A propos des révolutions et soulèvement révolutionnaires en cours

### **Le 24 mars 2011**

1- Même discours des dictateurs Ben Ali, Moubarak, Saleh, Assad ou Kadhafi en Libye, les opposants sont des "voyous", des "gangs armés"...

Certains vont jusqu'à faire un amalgame entre ces "voyous" et le Conseil national de transition (CNT) en Libye sous prétexte qu'il serait subordonné à l'impérialisme français et américain notamment, certains précisent que ses dirigeants auraient passer un pacte avec Sarkozy pour lui livrer le pétrole libyen - qu'exploite déjà Total - en échange de l'intervention militaire déclenchée depuis quatre jours contre Kadhafi, bref, des secrets de polichinelles qui ne doivent pas occulter l'essentiel.

En l'absence de données précises sur le soutien ou non des travailleurs libyens au CNT, en l'absence d'information sur son rôle exact au cours du processus révolutionnaire en cours, nous nous en remettons au prolétariat libyen pour décider quelle direction il entend se donner afin de parvenir à renverser le dictateur au pouvoir quelle légitimité ils accordent aux CNT, à aucun moment nous parlerons ou déciderons à sa place de quelle manière il entend s'y prendre pour parvenir à ses fins, sachant que les décisions qu'il est amené à prendre ne sont pas sans comporter des illusions de différentes natures qui auront des conséquences plus ou moins graves à terme ou qui l'empêcheront de prendre réellement le pouvoir, de la même manière qu'en Tunisie, en Egypte et au Yémen où il s'agit également d'une véritable révolution prolétarienne.

Que le parvenu de Neuilly-sur-Seine ait choisi le dandy fortuné Bernard-Henri Lévy pour orchestrer une conférence de presse de dirigeants du CNT devant un parterre de furieux va-t-en guerre tel Kouchner est une chose, le contenu du discours des dirigeants du CNT en est une autre. Là encore l'amalgame était trop facile à faire pour qu'on donne le panneau.

2- En Egypte, le référendum sur la Constitution replâtrée organisé l'armée au pouvoir ne remettant pas en cause l'article qui a permis à Moubarak de monopoliser le pouvoir pendant plusieurs décennies, donc ouvrant la voie à la venue au pouvoir d'un autre dictateur, a été boycotté par près de 69% des électeurs et approuvé par 77% de votants, autrement dit, elle a été rejetée par l'immense majorité des travailleurs qui se sont soulevés contre le régime.

En Tunisie, alors qu'il y avait 5 partis politiques autorisés sous Ben Ali, ce nombre est passé à 49 a-t-on appris hier. Du coup on est en droit de se demander comment les travailleurs vont s'y retrouver lors des élections à l'Assemblée constituante, mieux, comment celle-ci pourrait fonctionner sans être immédiatement paralysée, comment elle pourrait être orientée vers la remise en cause de l'Etat bourgeois et ses institutions qui n'ont pas été détruites, comment elle pourrait mettre en oeuvre une politique qui permettrait de satisfaire les besoins des travailleurs.

A ce propos je voudrais préciser que j'ai sous-estimé le rôle de l'UGTT par manque d'éléments sur la radicalisation politique des masses, sans que l'on sache très bien comment elle s'est opérée jusqu'à présent, chaque fois, si on a pu constater une réelle progression de la conscience politique des travailleurs tunisiens sur la base de l'évolution des positions adoptées par la majorité des dirigeants de l'UGTT, on ne sait pas au juste à quelles occasions précises.

Récapitulons. On a souligné depuis déjà plus d'un mois que les revendications sociales qui avaient été à la base des soulèvements révolutionnaires avaient rapidement été rejointes par des revendications politiques dont la principale était la chute des dictateurs avant de déboucher sur la remise en cause des régimes en place. Le premier objectif politique ayant été atteint, la révolution piétine sur les autres, du coup ce sont les

revendications sociales qui sont revenues sur le devant de la scène, les unes nourrissant les autres, de telle sorte qu'on s'achemine vers la remise en cause à la fois de ces régimes politiques, du capitalisme de façon limitée à travers des appels à la renationalisation de pans entiers de l'économie, cette formulation est imparfaite, je l'utilise par défaut, car l'Etat demeure entre les mains des capitalistes, et plus significativement du rôle des différents impérialistes majoritairement rejetés par les travailleurs de ces pays.

C'est dans ce contexte qu'il faut également analyser l'intervention de l'impérialisme en Libye.

A travers toutes ces révolutions, les dirigeants du capitalisme mondial ne craignent pas à proprement parler que le prolétariat s'empare du pouvoir, leur crainte réside essentiellement dans la baisse du taux de profit qui en résultera une fois les revendications sociales des travailleurs en partie satisfaites. Ces révolutions alimentent la crise du capitalisme mondial qui pour le moment a été surmonté en concentrant davantage le capital entre quelques mains, au prix de fusions-acquisitions et de restructurations débouchant sur des dizaines de millions de travailleurs supplémentaires dans le monde, l'allongement de la durée du travail en reportant l'âge du départ à la retraite ou en allongeant la durée hebdomadaire de travail, en ponctionnant davantage les couches moyennes, en accordant des augmentations de salaire dérisoires, mais ces "remèdes" renferment leurs propres contradictions puisqu'ils conduisent à diminuer le niveau de vie de dizaines de millions de travail qui consommeront moins de marchandises, tandis que dans les pays dominés la forte poussée de l'inflation tend également à réduire la capacité de la population à consommer davantage, pour palier cet inconvénient ils n'ont rien trouvé de mieux que de recourir à son endettement à des niveaux records, conduisant à terme à une crise du même ordre qu'aux Etats-Unis en 2007.

Du coup, pour gagner à nouveau en productivité, ce qui est pratiquement impossible dans les pays dominés, puisque le prolétariat est déjà surexploité dans des limites à peine supportable, on assiste même au phénomène inverse sous la forme de mobilisations sociales en Chine, en Inde, au Bangladesh, au Pakistan et dans de nombreux autres pays, il ne leur reste plus qu'à s'attaquer aux acquis de leur propre prolétariat. Or là aussi ils doivent affronter un problème de taille, outre la paupérisation grandissante dans ces pays, leurs régimes politiques sont en crise et contestés, en France, en Espagne, au Portugal, en Italie, en Grèce, de manière plus limitée en Allemagne et en Grande-Bretagne jusqu'aux Etats-Unis.

Ils ne survivent que grâce à la complicité des partis traîtres du mouvement ouvrier et des appareils des syndicats subordonnés au capitalisme et à l'absence de partis révolutionnaires et d'une Internationale ouvrière, qui seuls seraient en mesure de proposer aux travailleurs une issue à la crise de décomposition du capitalisme en avançant sur la voie du socialisme.

Face aux contradictions et à la crise qui minent à terme le capitalisme, comme un seul homme les dirigeants du vieux monde ont opté pour la fuite en avant dans tous les domaines exposés plus haut, ils n'ont pas vraiment le choix, au risque de provoquer une nouvelle guerre, histoire de remettre les compteurs à zéro une nouvelle fois pour assurer la survie de ce système économique usé jusqu'à la corde.

Dès lors plus que jamais, le combat pour des syndicats indépendants de l'Etat et du capitalisme et pour la construction d'un parti révolutionnaire ayant pour objectif l'abolition des institutions de la Ve République et la remise en cause des fondements du capitalisme, s'impose à tous les militants ouvriers oeuvrant pour le socialisme.

Le problème n'est pas la révolution en soi comme on a pu l'observer en Tunisie et dans d'autres pays ces derniers mois, mais la théorie révolutionnaire dont son avant-garde doit se saisir pour la mener jusqu'au bout. Le parti, l'organisation des masses, la question de l'Etat et des institutions, dont l'armée, de la Constitution, des syndicats, autant de questions dont les militants doivent débattre et éclaircir loyalement et fraternellement pour aller de l'avant, partant du principe que la rupture avec le capitalisme et ses institutions internationales (UE, FMI, ONU, etc), la liquidation de l'appareil administratif, judiciaire et militaire de l'Etat sont des questions incontournables, constitue un préalable à toute transformation de la société et du monde.

**3- "D'ores et déjà, des hommes, des femmes et des enfants sont morts sous les « bombes humanitaires »."** écrit Lucien Gauthier dans un article de la page 2 du numéro 141 d'*Informations ouvrières* paru hier. Mais il

ne dit pas un mot dans cet article sur les hommes, les femmes et les enfants qui meurent tous les jours sous les bombes du dictateur Kadhafi depuis des semaines. Comme l'on dit, en terme d'objectivité peut mieux faire ! Le parti pris du POI les rend aveugles de toute évidence et ne fait que fausser leur analyse de la situation, alors que pour l'essentiel nous la partageons.

Les dirigeants du courant communiste internationaliste du POI dont j'ai vanté sincèrement à plusieurs reprises les qualités, présentent le défaut d'être crispés sur des questions théoriques qu'ils ne maîtrisent pas, comportement qui paradoxalement les a sauvé d'une débâcle politique totale, mais qui les empêchent d'aborder sereinement toute situation, de prendre en considération l'ensemble des facteurs qui la composent, ils en font encore ici la démonstration, pour finalement se retrouver le plus souvent sur une position marquée du sceau de l'opportunisme ou du dogmatisme, qui rend leur discours inaudible ou ne peut qu'inspirer la méfiance. C'est un peu comme un excellent élève à l'école qui rendrait un devoir bourré de fautes d'orthographe et à l'écriture tellement mauvaise que sa copie en serait illisible. Dommage, quel gâchis!

Vous voulez un autre exemple, la quatrième de couverture d'Information ouvrière, la couverture ou première page si vous préférez, ils titres en gros : "*Libye : le coût de la guerre 500 millions d'euros ! C'est l'équivalent des 16 000 postes d'enseignants supprimés en 2011*", alors qu'en Libye le prolétariat révolutionnaire ne se livre pas à ce genre de calcul et s'en réjouit ouvertement. Si vous faites lire ce titre à un révolutionnaire libyen, quelle va être sa réaction immédiate selon vous ? Mais ils sont contre nous, ils veulent notre peau ou quoi, c'est un journal réactionnaire, non ? Et pourtant on ne peut pas soupçonner le POI de ne pas être plein de bonnes intentions à l'égard de leur révolution. Je le répète : quelle maladresse, quel gâchis !

Sarkozy, Cameron et Obama, ceux qui ont déclenché cette intervention militaire sont incapables de savoir quelles vont en être les conséquences sur le processus révolutionnaire en Libye et dans d'autres pays de la région. Un jour ils traitent Kadhafi de "terroriste" et d'ennemi public numéro 1, un autre ils l'encensent et lui vendent des armes pour s'en servir contre son peuple, puis peu de temps plus tard ils le bombardent quand ils les utilisent. Ce qui a fait dire à de nombreux commentateurs ces derniers jours, qu'ils ne savaient pas trop ce qu'ils voulaient et que cette décision avait été prise à la hâte, qu'elle était pure folie, pire, qu'elle allait leur revenir à la figure tel un boomerang, d'où le refus de Merkel d'y participer ou d'autres de s'y opposer catégoriquement à l'instar de Bouteflika.

Cette folie guerrière qui a un prix, au lieu de rassembler la population autour du chef de l'Etat comme Sarkozy aurait pu l'espérer, s'est traduite dimanche dernier par la débâcle de l'UMP au premier tour des élections cantonales, l'UMP est plus minoritaire que jamais dans le pays. Du coup elle pourrait déboucher à la fois sur une crise politique et sociale incontrôlable dans les jours ou les semaines qui viennent. Le même constat vaut dans pratiquement tous les pays, en Belgique ils n'ont toujours pas de gouvernement et voilà que c'est au tour du gouvernement portugais de tomber, ce ne sera pas le dernier dans les mois à venir.

C'est donc dans cette perspective que doit se situer notre combat politique, dans la remise en cause du capitalisme et de la domination de l'impérialisme à l'échelle mondiale, des institutions politiques sur lesquelles reposent sa légitimité, à défaut de pouvoir justifier l'exploitation de l'homme par l'homme. La révolution socialiste mondiale est en marche.

Soutien inconditionnel à toutes les révolutions et aux processus révolutionnaires en cours dans tous les pays où les peuples ont commencé à se soulever, pour abattre le capitalisme et la domination impérialiste, les Etats fondés sur la domination de classe des capitalistes, place à la révolution prolétarienne, place au socialisme, l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, prolétaires de tous les pays unissez-vous et nous vaincrons !

Aucun soutien aux aventures guerrières de l'impérialisme, aucun soutien à des gouvernements provisoires qui seraient subordonnés au capitalisme ou à l'impérialisme, c'est au prolétariat et à sa jeunesse révolutionnaire que revient l'honneur de les combattre et de les vaincre. Organisons-nous, armons-nous théoriquement et politiquement, construisons notre parti et notre Internationale ouvrière, renouons avec la

tradition révolutionnaire des syndicats qui avait pour objectif l'émancipation du salariat, armons-nous militairement quand la situation l'impose, unis nous sommes une force invincible et nous triompherons de notre ennemi, divisés nous sommes vulnérables, faibles et nous serons vaincus.

Guerre au capitalisme, à l'impérialisme, guerre à leurs représentants et lieutenants dans le mouvement ouvrier, guerre à toutes les formes d'opportunisme !

Vive le prolétariat révolutionnaire international, vive la révolution socialiste mondiale !